

**Contribution de la Société Civile Environnementale Méditerranéenne au sujet de la
Stratégie de long-terme pour l'Eau en Méditerranée (SEM)
à la 2^{ème} Réunion du Group Expert Eau
4 novembre 2009, Le Caire**

Nous, les représentants de la Société Civile active dans la région méditerranéenne, réunis au Caire le 1er novembre 2009¹,

1- *accueillions positivement* et *soutenons* les progrès accomplis dans l'élaboration de la SEM qui sera adoptée à la prochaine conférence ministérielle euro-méditerranéenne de l'UpM sur l'eau, accueillie par l'Espagne 12 à 14 avril 2010 à Barcelone.

2- *rappelons* la Déclaration de Jordanie de la Société Civile, dont les points nous considérons toujours valides.

3- *réaffirmons* notre engagement, exprimé lors de la réunion de la Société Civile en Jordanie, à travailler en partenariat avec les gouvernements de la région pour élaborer et mettre en œuvre la Stratégie.

4- *accueillons positivement* la déclaration que la SEM devrait devenir une véritable Stratégie d'Action, avec des objectifs clairs et un plan d'action avec un calendrier réaliste, une estimation des besoins financiers et une feuille de route pour sa mise en œuvre ainsi que des indicateurs de réalisation. Cela donnera aussi un signal aux donateurs et aux institutions de financement sur la consistance des efforts entrepris. La contribution de la société civile permettra d'assurer que le calendrier, la feuille de route et les indicateurs soient établis de manière réaliste, de même que les critères pour les projets spécifiques. Une modalité assurant la participation effective de la Société Civile à la surveillance des réalisations devrait être facilitée.

5- *demandons* que les projets relatifs à l'eau proposés dans le cadre de l'UpM soient décidés en fonction de leur nécessité et sélectionnés selon des critères internationalement reconnus et des normes de durabilité (c'est-à-dire, ASE, EIE, etc), en tenant compte du contexte environnemental de la région, et que les parties prenantes soient suffisamment impliquées dans le suivi de leur développement pour garantir l'application correcte et le partage des avantages de ces projets.

6- *proposons* que, sauf inviter des représentants de la société civile à assister, en tant qu'observateurs, aux réunions du Groupe Expert Eau (GEE), une modalité devrait être fournie pendant tout le processus, permettant à la société civile de formuler ses observations sur les documents produits par le Groupe Technique de Rédaction (GTR) et le GEE. Cela pourrait être facilité si les documents étaient disponibles sur l'internet et si un délai raisonnable était accordé aux parties prenantes pour présenter leurs réactions par rapport à ces documents.

7- *soulignons* la nécessité que la SEM inclut des dispositions pour une gestion efficace des eaux partagées

8- *apprécions* grandement l'opportunité offerte par la Conférence conjointe Hollando-Egyptienne d'apporter la contribution de la société civile au processus de la SEM.

¹ Dialogue de la Société Civile sur les processus Méditerranéens (Réunion Ministérielle de l'Environnement, UpM – COP 15 sur les Changements Climatiques à Copenhague - Stratégie de long terme sur l'eau en Méditerranée) invité par le MIO-ECSDE et co-organisé par MIO-ECSDE, GWP-Med et RAED, avec le soutien de la Commission Européenne et de la Présidence Suédoise de l'UE. Plus de 120 ONG, députés et journalistes de la plupart des pays méditerranéens ont participé à l'événement et adopté ce texte.

9- *exhortons* les Co-présidents de l'UpM, le GEE et l'Espagne, en tant qu'organisatrice de la Conférence ministérielle de 2010, d'envisager et soutenir l'organisation d'une Conférence de la Société Civile avant la Réunion Ministérielle pour discuter la version finale du projet de SEM et, si elles existent, les grandes lignes du Plan d'Action auprès d'un public de multi-stakeholders et, en même temps, pour préparer une «Déclaration de la Société Civile pour la Conférence Ministérielle sur l'Eau».